

THEME III
LA IIIe REPUBLIQUE AVANT 1914 : UN REGIME POLITIQUE, UN EMPIRE COLONIAL

CHAPITRE 6
LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET REPUBLICAIN (1870-1914)

Exemples de QP (sans plan) :

A quelles oppositions le régime républicain fait-il face (1880-1914) ?

Comment la République s'affirme-t-elle de 1870 à 1914 ?

Quelles difficultés les républicains ont-ils dû surmonter pour conquérir et pérenniser leur pouvoir ?

Introduction

▪ Une rupture :

Les deux modèles précédents de République ont conduit à des régimes impériaux et autoritaires (1792-1804 puis 1848-1852) : la IIIe République (1870-1940) rompt avec ces modèles et s'installe dans la durée en se construisant autour de l'idée de nation, de valeurs et de symboles communs et d'un idéal républicain

▪ Des paradoxes :

- Un régime installé dans l'urgence, censé être provisoire...mais qui devient un modèle républicain durable
- Des crises et des oppositions fortes...mais qui renforcent la IIIe République

▪ Un contexte historique très incertain :

Voir la vidéo sur la situation en 1870 (ARTE - Karambolage) - 4 mn

<https://youtu.be/XwKSBoE3-l4>

- **Été 1870 : guerre franco-prussienne** – défaite de Napoléon III face à la Prusse – fin du IIe Empire et proclamation de la IIIe République le 4 septembre 1870 mais nouveau paradoxe : ce sont les monarchistes qui ont la majorité (jusqu'en 1877). **Occupation de Paris** par les Prussiens.
- **1877 : Républicains au pouvoir** – programme réformateur et enracinement du régime républicain malgré des crises fortes et de nombreuses oppositions
- **1914 : veille de 1^{re} GM = république stabilisée**

Problématique

En dépit des crises et des oppositions, comment la Troisième république parvient-elle à regrouper les Français autour d'un projet politique commun ?

Remarque : ce chapitre n'est pas particulièrement difficile. Le plan est chronologique. J'ai été davantage dans les détails des événements donc s'il peut paraître un peu long, c'est pour gagner en précision. Je vous propose aussi quelques liens vidéos pour mieux comprendre certains événements. Il n'y pas de lexique. Trois dossiers sont à étudier (Louise Michel, Victor Hugo et la loi de 1905). Ce chapitre devrait vous plaire !...

I - L'enracinement de la IIIe République

Comment la République, provisoire au départ et mise en place dans l'urgence, parvient-elle à durer ?

A – Le retour de la République

a) Une naissance difficile issue d'une défaite militaire

Graphique assemblée nationale + Thiers

Départ Gambetta en ballon

La IIIe République est proclamée à Paris le 4 septembre 1870, au lendemain de la défaite de Napoléon III face à la Prusse (*voir chapitre 5*).

Un gouvernement provisoire de Défense nationale est mis en place (général Trochu, Gambetta, Ferry...) : il aurait voulu poursuivre la lutte mais il doit renoncer. En effet, Paris est assiégée par les Prussiens, avec d'importantes difficultés de ravitaillement. 250 000 Parisiens s'engagent alors dans la garde nationale, à la demande du gouvernement et défendent héroïquement la ville.

Mais la situation en province se dégrade (le nord de la France est occupé par l'armée prussienne) : le gouvernement se résout alors à signer l'armistice (mais désaccord de Gambetta) qui impose l'annexion (humiliante) de l'Alsace et de la Moselle.

Les élections législatives ont lieu en février 1871 et donnent la majorité aux monarchistes, favorables à la paix et hostiles à la République. L'Assemblée Nationale, installée d'abord à Bordeaux puis à Versailles, nomme alors le conservateur Adolphe Thiers chef du pouvoir exécutif.

b) La Commune

VIDEO : voir d'abord « La Commune de Paris » (ARTE Karambolage– 5 mn TB) :
<https://youtu.be/suvtILLjM6o>

Carte postale : « souvenirs de l'année terrible » 1870-1871

Portrait de Louise Michel

Mais à Paris, le 18 mars 1871, l'insurrection est déclenchée quand Thiers veut retirer les canons installés sur la butte Montmartre : les Parisiens sont favorables à la poursuite de la guerre. C'est le début de la Commune de Paris, dominée par l'extrême-gauche républicaine (des représentants sont élus par les Parisiens, un nouveau drapeau est adopté – rouge – à la place du tricolore). Le but de la Commune est de gouverner seule Paris, d'établir une République sociale très ambitieuse (séparer l'Église de l'État, laïciser l'école, libérer la presse, ouvrir les musées au public...). Louise Michel y participe très activement.

TRAVAIL

DOSSIER LOUISE MICHEL – 1871

Pages 128-129 : faire les questions 1 à 4 page 129

Semaine sanglante :

- *Barricades des communards*
- *La Villette*
- *Incendie Hôtel de ville*
- *Exécutions d'otages*
- *Tableau d'une rue de Paris*

Mais les Communards basculent aussi dans une logique révolutionnaire marquée par la violence, avec l'exécution de plusieurs otages. Du coup, les troupes du gouvernement provisoire (installé à Versailles) entrent à Paris avec une violence sans limites : c'est la Semaine sanglante (21-28 mai 1871) qui marque la fin de la Commune et fait au moins 10 000 morts entre 10 000 et 20 000 morts), suivi d'une répression judiciaire très lourde : 10 000 condamnations (à mort, à la prison ou à la déportation comme Louise Michel en Nouvelle-Calédonie). (A savoir : l'amnistie des Communards sera actée le 11/07/1880 avec la fin des poursuites et l'arrêt des condamnations judiciaires).

Pour aller plus loin :

Sur les otages de la Commune : <https://histoire-image.org/fr/etudes/otages-commune-paris>

Sur l'écrasement de la Commune : <https://histoire-image.org/fr/etudes/ecrasement-commune>

Carte perte Alsace-Moselle

Représentation signature Thiers-bismarck

Thiers négocie la paix avec le chancelier Otto Von Bismarck : il signe le 10 mai 1871 le traité de Francfort qui enlève à la France l'Alsace -Moselle et qui lui inflige une lourde indemnité de guerre. (A noter que les troupes militaires étant libérées suite à ce traité, elles ont ensuite été déployées à Paris contre les Communards une dizaine de jours plus tard).

B – La mise en place d'un nouveau régime républicain

a) Les monarchistes

Portrait mac Mahon

Ils sont alors au pouvoir : ils considèrent la République comme un régime de transition. Mais ils sont divisés (orléanistes, légitimistes, bonapartistes) et n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un candidat unique. En attendant, ils désignent Patrice Mac Mahon (monarchiste) président de la République afin de remplacer Thiers qui s'est finalement rallier à la République.

b) Le rôle des Républicains

Organigramme page 126

Ils se rapprochent des monarchistes orléanistes pour donner des institutions à la République : les lois constitutionnelles de 1875 mettent en place les pouvoirs du président de la République, son mode d'élection ainsi que celui des deux Chambres (députés/Sénat). La IIIe République respecte ainsi la séparation des pouvoirs entre le pouvoir exécutif

(présidence de la République + Conseil) et le pouvoir législatif (Chambre des députés + Sénat).

c) La crise de 1877

Graphique élections 1876

Biographie de Gambetta + texte 3 page 127 Mac Mahon

Texte : discours de Jules Grévy

En 1876, les **Républicains remportent les élections législatives**, ce qui oblige Mac Mahon à nommer un président du Conseil républicain. Mais Mac Mahon le pousse rapidement à la démission et dissout la chambre des députés. S'ensuit **la crise de 1877** entre les républicains menés par Gambetta et les monarchistes menés par Mac Mahon. Les Républicains remportent les nouvelles élections législatives, Mac Mahon démissionne début 1879 : Jules Grévy lui succède en affirmant ne jamais dissoudre la Chambre des députés : la République s'affirme donc comme un régime parlementaire (rôle mineur du Président de la République). *(A noter que Paris retrouve alors son statut de capitale, statut abandonné à cause de la Commune au profit de Versailles).*

C – Des valeurs républicaines qui s'enracinent

a) Affirmer les grandes libertés

Loi sur la liberté de la presse : 29/07/1881

Tableau vente de journaux + lois + vendeuse de journaux

= Un contre-pouvoir face à d'éventuels abus

Liberté de réunion : 1881

Image texte de lois

= Permettre d'éveiller la conscience politique des citoyens

Liberté de former des syndicats pour chaque branche professionnelle (dite loi « Waldeck-Rousseau ») : 1884

Texte de Jules Ferry + photo d'un comité intersyndical

= Intégrer la classe ouvrière au projet républicain / éviter le risque d'une révolution sociale

Liberté d'association : 1901

Tableau élections page 123

= Naissance des partis politiques modernes

Hubertine Auclert

Mais les femmes restent exclues du SU masculin réservés aux hommes de plus de 21 ans. Les préjugés sont tenaces concernant les incapacités à participer à la vie politique, ce qui écarte de fait plus de la moitié de la population française. **Des militantes s'organisent pour demander le droit de vote** (soutenues par Victor Hugo) : ces féministes utilisent les libertés d'expression et d'association pour fonder des mouvements comme l'Union française (qui milite pour le droit de vote des femmes avec à sa tête Cécile Brunsvig et regroupe 12 000 adhérents en 1914) ou des journaux (la Fronde, la Française). Certaines présentent

même leur candidature aux élections municipales ou législatives. Certaines détruisent des urnes lors des élections comme **Hubertine Auclert** en 1908.

+ élections des maires par des conseils municipaux dès 1882 : ils ne sont plus nommés par le Préfet (sauf à Paris à cause de la Commune)

Photo d'une mairie

= Permettre une plus grande adhésion des campagnes au projet républicain + naissance d'une vie politique dans les campagnes avec ces nouvelles responsabilités civiques.

b) Construire une nation républicaine

Des symboles républicains sont adoptés :

Marseillaise

Marianne

Tableau : 14 juillet 1880

1879 : la Marseillaise – hymne national (à l'origine « le chant de guerre pour l'armée du Rhin » choisi pour rappeler la perte de l'Alsace- Moselle)

La République s'inscrit ainsi dans le patriotisme de la période révolutionnaire.

1880 : le 14 juillet – fête nationale

Lien avec la Révolution française, surtout la fête de la fédération (1790) c'est-à-dire un moment de rassemblement des Français.

Années 1880 : Marianne – allégorie de la République

Reproduction de statues dans de nombreuses mairies

Ces symboles enracinent peu à peu la république dans la conscience collective ; la célébration de « héros républicains » contribue à cet enracinement, comme lors des funérailles nationales de Victor Hugo en 1885.

TRAVAIL

DOSSIER : LES FUNERAILLES NATIONALES DE VICTOR HUGO – 1885

Questions 1 à 4 page 131

L'école

Une salle de classe

Un dessin de presse + tableau des effectifs à l'école primaire

Elle joue **un rôle fondamental dans la diffusion des idées républicaines** ; elle touche de nombreuses générations successives, elle permet à chaque individu de s'élever dans l'échelle sociale. **Le ministre de l'Instruction Publique, Jules Ferry, met en place la gratuité totale de l'enseignement primaire dans toutes les écoles publiques en 1881. En 1882, il rend obligatoire l'instruction primaire pour tous les enfants de 6 à 13 ans. C'est une première forme d'égalité devant l'instruction.**

Pour garantir l'indépendance de la morale et de la science face aux religions, la neutralité religieuse est alors imposée dans les écoles : **les personnels sont laïcisés par la loi Goblet de 1886**. Mais pour permettre de suivre aussi une instruction religieuse, Jules Ferry accorde (en plus du dimanche) en 1882 un jour libre dans la semaine : **ainsi, en respectant la foi de chacun, l'école n'est plus perçue comme anticatholique mais comme anticléricale (c'est-à-dire contre l'intervention de l'Église dans les affaires publiques)**.

(A noter que la Loi Camille Sée légalise l'ouverture de « lycées de jeunes filles en 1880 », permettant donc l'accès à l'enseignement secondaire public aux filles. Il faudra attendre la loi Haby de 1976 - décret d'application - pour la mixité officielle dans les écoles primaires comme dans l'enseignement secondaire).

Pour aller plus loin sur la question de la mixité scolaire :

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000798/la-mixite-scolaire.html>

Autre forme d'égalité mise en place : la contribution de tous les citoyens français à la sécurité du pays par la conscription : en 1905, **le service militaire** devient obligatoire pour deux ans (fin du tirage au sort, des remplacements ou des exemptions).

Photo de jeunes hommes appelés pour leur service militaire